Le Maroc dispose de tous les atouts pour intégrer l'économie de marché et accélérer le rythme de son développement

Economie

Posté par: Administrateur

Publié le : 27-02-2012 23:44:41

Le Maroc dispose de tous les atouts et capacités nécessaires pour intégrer l'économie de marché et accélérer le rythme de son développement, a souligné, lundi à Casablanca, le ministre de l'Economie et des finances, Nizar Baraka.

Le Royaume a ainsi opté depuis longtemps pour la libéralisation économique qui s'est traduite notamment par la signature de plusieurs accords de libre-échange, la privatisation et l'amélioration de la compétitivité de l'économie nationale, a indiqué le ministre lors d'une rencontre sur le thème "D'une transition à l'autre : favoriser la croissance et l'investissement pendant la transition", organisée par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), en collaboration avec la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM) et le Centre de Marseille pour l'intégration en Méditerranée (CMI) .

Il a également fait savoir que la stabilité du cadre macroéconomique et le développement du secteur financier ont permis au Maroc d'acquérir une certaine résilience face à la crise financière internationale, de même qu'il a pu augmenter son attractivité grâce au développement soutenu du tissu industriel, notamment des petites et moyennes entreprises (PME), et à l'amélioration du climat des affaires.

Le ministre a, en outre, abordé certains défis qui restent à relever, notamment la diversification des secteurs d'activité, l'amélioration de la productivité des PME en tant que meilleur moyen de création d'emploi aux niveaux régional et national et le développement de l'initiative privée.

Il y a également urgence, selon le ministre, à améliorer la gouvernance et à promouvoir la régionalisation avancée dans le but de décentraliser la décision sur le plan économique et de réaliser le développement intégré.

Dans ce contexte de transition que connaît toute la région, le Maroc doit capitaliser sur ses acquis, a préconisé, pour sa part, le ministre de l'Industrie, du commerce et des nouvelles technologies, Abdelkader Amara, qui a cité, à ce propos, les stratégies sectorielles lancées par le Maroc, le soubassement politique important dont il dispose et son engagement dans le processus de consolidation de l'intégration maghrébine.

Par ailleurs, M. Amara a plaidé pour la promotion de l'innovation et de la société du savoir, de manière à pouvoir anticiper l'avenir, ainsi que pour la révision du mode de gouvernance en favorisant la coopération et la concertation entre les différents acteurs économiques, l'objectif étant d'optimiser et d'économiser les énergies.

"Nous n'avons pas autre choix que de réussir cette étape de transition pour passer à une société qui se prend en charge, d'autant plus que les citoyens sont devenus de plus en plus exigeants et que

leurs attentes se font nombreuses", a-t-il estimé.

Pour sa part, le directeur des affaires économiques de la BERD, Erick Berglog, a indiqué que le Maroc a une expérience de la réforme qui lui est propre et dont la confrontation avec celles, très diverses, de l'Europe orientale devrait susciter de nombreuses occasions d'apprentissage mutuel.

Pour M. Beglog, la leçon principale à tirer de ces expériences se rapporte à la nécessité de développer un système bancaire solide qui soit en mesure de soutenir efficacement l'investissement.

De son côté, le président de la CGEM, Mohamed Horani, a insisté sur l'importance d'encourager l'investissement productif pour être en mesure de réaliser les objectifs tracés en matière de croissance et de création d'emplois.

Il a relevé, à cet égard, que le Maroc offre toutes les garanties nécessaires aux investisseurs marocains et étrangers, ainsi qu'une visibilité à long terme par rapport aux opportunités d'investissement.

Cette rencontre, organisée avec l'appui du Centre des jeunes dirigeants (CJD) et l'Association des femmes chefs d'entreprises du Maroc (AFEM), entre dans le cadre de l'initiative "D'une transition à l'autre" par laquelle la BERD cherche à faciliter l'échange d'expériences en matière de transition et de réformes entre les pays membres de la Banque et ceux de la partie méridionale et orientale du bassin méditerranéen.

MAPF